

RAPPORT MENSUEL DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

27 septembre 2019

AU 30 JUIN 2019

Note au lecteur

Le rapport mensuel des opérations financières fournit un aperçu des résultats financiers mensuels du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier sur l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les conventions comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement⁽¹⁾.

Le *Rapport mensuel des opérations financières au 31 juillet 2019* sera publié au même moment que *Le point sur la situation économique et financière du Québec*.

Faits saillants de juin 2019

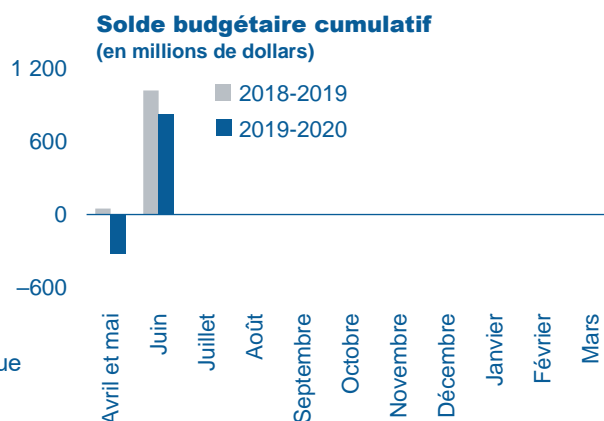
Au 30 juin 2019, soit pour les trois premiers mois de 2019-2020, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire affiche un surplus de 824 millions de dollars. Il s'agit d'une diminution de 196 millions de dollars par rapport à celui observé l'année précédente à pareille date.

Ce résultat provient :

- de revenus de 28,5 milliards de dollars;
- de dépenses de 27,0 milliards de dollars;
- des versements de 694 millions de dollars au Fonds des générations.

Au cours des deux premiers trimestres de l'année, la croissance économique robuste amène des revenus plus élevés que prévu.

- Or, un ralentissement de la croissance économique du Québec est attendu en deuxième moitié de 2019 en raison de la situation économique mondiale qui demeure incertaine, alors que la croissance des dépenses se maintiendra.
- Ainsi, l'équilibre budgétaire reste prévu en 2019-2020.
- La mise à jour des prévisions annuelles est en cours et sera divulguée dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec*.



SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Juin			Avril à juin			
	2018	2019	Variation (M\$)	2018-2019	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes	7 995	7 857	-138	22 356	22 651	295	1,3
Transferts fédéraux	1 799	1 955	156	5 460	5 885	425	7,8
Revenus consolidés	9 794	9 812	18	27 816	28 536	720	2,6
Dépenses de portefeuilles	-7 841	-7 839	2	-23 830	-25 061	-1 231	5,2
Service de la dette	-746	-644	102	-2 240	-1 957	283	-12,6
Dépenses consolidées	-8 587	-8 483	104	-26 070	-27 018	-948	3,6
SURPLUS (DÉFICIT)⁽²⁾	1 207	1 329	122	1 746	1 518	-228	—
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE							
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-202	-182	20	-726	-694	32	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	1 005	1 147	142	1 020	824	-196	—

REVENUS CONSOLIDÉS

Revenus autonomes

Au 30 juin 2019, soit pour les trois premiers mois de 2019-2020, les revenus autonomes totalisent 22,7 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 295 millions de dollars (1,3 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

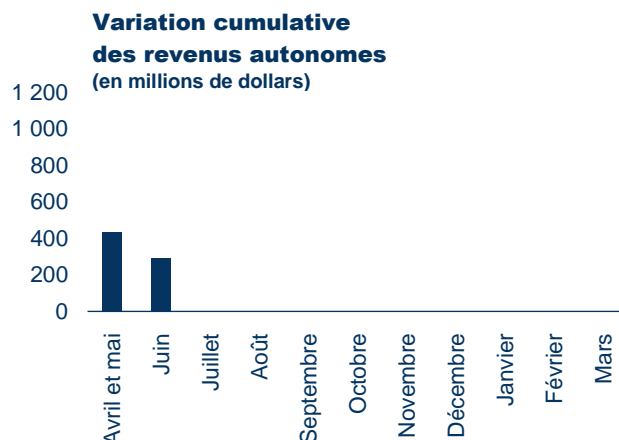
Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 388 millions de dollars (2,2 %), pour atteindre 17,9 milliards de dollars, en raison de :

- la hausse de 299 millions de dollars (3,9 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, découlant notamment de la croissance des salaires et traitements au deuxième trimestre de 2019;
- la diminution de 71 millions de dollars (4,5 %) des **cotisations pour les services de santé**, découlant principalement de la réduction du taux de cotisation au Fonds des services de santé pour toutes les PME québécoises;
- la diminution de 175 millions de dollars (8,8 %) des revenus provenant des **impôts des sociétés**, attribuable essentiellement à la décroissance des profits des entreprises au dernier trimestre de 2018 et au premier trimestre de 2019;
- la diminution de 138 millions de dollars (24,3 %) de l'**impôt foncier scolaire**, attribuable à l'entrée en vigueur de la réforme du régime de la taxe scolaire, qui vise la diminution des taxes scolaires au Québec et l'introduction d'un mode de taxation scolaire régional;
- la hausse de 473 millions de dollars (8,4 %) des **taxes à la consommation**, en raison notamment de la croissance des ventes au détail et de la construction résidentielle.

Les **autres revenus autonomes** ont augmenté de 130 millions de dollars (3,5 %), pour atteindre 3,8 milliards de dollars, en raison de :

- l'augmentation des **droits et permis** de 48 millions de dollars (4,9 %), attribuable principalement à la hausse des revenus perçus dans le cadre du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec;
- la hausse des **revenus divers** de 82 millions de dollars (3,0 %), notamment attribuable à une hausse des ventes de biens et services.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont diminué de 223 millions de dollars (19,5 %), pour s'établir à 919 millions de dollars, en raison notamment d'une baisse des résultats d'Hydro-Québec découlant d'un gain exceptionnel réalisé en juin 2018 à la suite de la cession partielle de la filiale TM4.



REVENUS AUTONOMES

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Juin			Avril à juin			
	2018	2019	Variation (M\$)	2018-2019	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
Impôt sur le revenu et les biens							
Impôt sur le revenu des particuliers	2 845	3 077	232	7 755	8 054	299	3,9
Cotisations pour les services de santé	543	545	2	1 595	1 524	-71	-4,5
Impôts des sociétés	682	572	-110	1 986	1 811	-175	-8,8
Impôt foncier scolaire	189	143	-46	568	430	-138	-24,3
Taxes à la consommation	2 138	2 126	-12	5 598	6 071	473	8,4
Revenus fiscaux	6 397	6 463	66	17 502	17 890	388	2,2
Droits et permis	277	289	12	979	1 027	48	4,9
Revenus divers	823	816	-7	2 733	2 815	82	3,0
Autres revenus autonomes	1 100	1 105	5	3 712	3 842	130	3,5
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	7 497	7 568	71	21 214	21 732	518	2,4
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	498	289	-209	1 142	919	-223	-19,5
TOTAL	7 995	7 857	-138	22 356	22 651	295	1,3

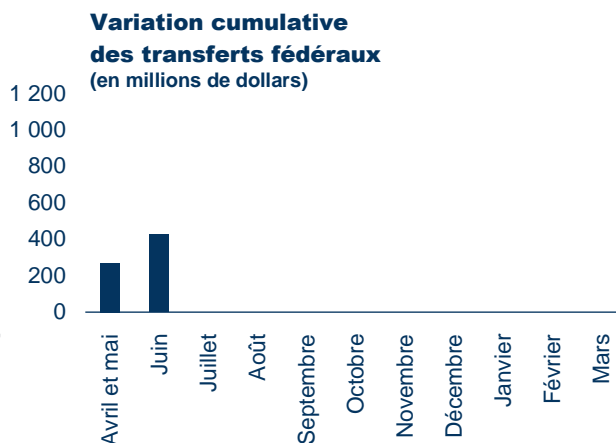
Transferts fédéraux

Au 30 juin 2019, soit pour les trois premiers mois de 2019-2020, les transferts fédéraux totalisent 5,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 425 millions de dollars (7,8 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les revenus provenant de la **péréquation** ont augmenté de 348 millions de dollars (11,9 %), pour atteindre 3,3 milliards de dollars.

Les **transferts pour la santé** ont augmenté de 59 millions de dollars (3,7 %), pour atteindre 1,7 milliard de dollars.

Ces augmentations s'expliquent par la croissance du PIB nominal canadien, qui détermine le rythme de croissance de ces deux enveloppes.



TRANSFERTS FÉDÉRAUX

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Juin			Avril à juin			
	2018	2019	Variation (M\$)	2018-2019	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
Péréquation	978	1 094	116	2 933	3 281	348	11,9
Transferts pour la santé	542	552	10	1 598	1 657	59	3,7
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	133	135	2	403	405	2	0,5
Autres programmes	146	174	28	526	542	16	3,0
TOTAL	1 799	1 955	156	5 460	5 885	425	7,8

DÉPENSES CONSOLIDÉES

Au 30 juin 2019, soit pour les trois premiers mois de 2019-2020, les dépenses consolidées totalisent 27,0 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 948 millions de dollars (3,6 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les dépenses du portefeuille **Éducation et Enseignement supérieur** ont augmenté de 187 millions de dollars (3,1 %), pour atteindre 6,3 milliards de dollars, en raison principalement de :

- la hausse de 215 millions de dollars des dépenses des commissions scolaires, notamment attribuable à l'indexation des échelles salariales et à la croissance du nombre d'enseignants à la suite de la hausse de la clientèle.

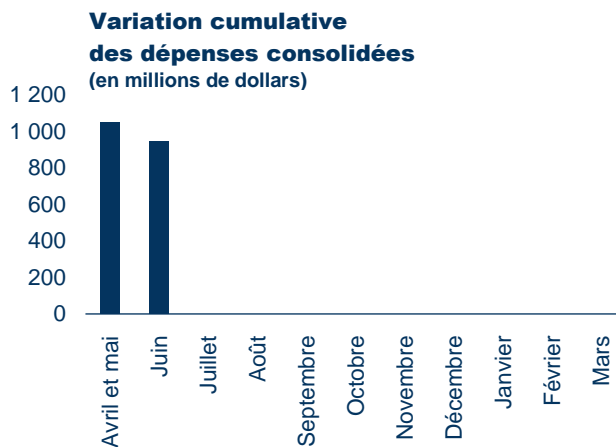
Les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 523 millions de dollars (5,2 %), pour atteindre 10,6 milliards de dollars, en raison principalement de :

- la hausse de 297 millions de dollars des dépenses des établissements de santé et services sociaux, notamment attribuable à l'indexation des échelles salariales, à la relativité salariale des personnes en emploi au 1^{er} avril 2019 ainsi qu'à l'augmentation des heures allouées aux services à la population;
- l'augmentation de 143 millions de dollars des dépenses de la Régie de l'assurance maladie du Québec, notamment pour les services médicaux, optométriques et dentaires;
- l'augmentation de 27 millions de dollars du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux aînés mis en place lors de la présentation du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de décembre 2018.

Les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 521 millions de dollars (6,8 %), pour atteindre 8,1 milliards de dollars, en raison :

- de la hausse de 284 millions de dollars des dépenses du portefeuille Sécurité publique, résultant notamment de l'aide financière accordée relativement aux inondations du printemps 2019;
- de la hausse de 92 millions de dollars des dépenses du portefeuille Famille, dont 77 millions de dollars pour l'augmentation des paiements de l'Allocation famille à la suite de la bonification de l'aide accordée pour les deuxième et troisième enfants;
- de la hausse de 75 millions de dollars des dépenses du portefeuille Transports, résultant notamment des subventions de 85 millions de dollars allouées au Réseau express métropolitain et de la hausse de 29 millions de dollars du financement accordé en vertu du Programme d'aide au transport collectif des personnes et aux immobilisations en transport en commun.

Les dépenses du **service de la dette** ont diminué de 283 millions de dollars (12,6 %), pour s'établir à 2,0 milliards de dollars, en raison notamment du remboursement accéléré de la dette à partir du Fonds des générations, de la baisse des taux d'intérêt et de la hausse des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, qui sont inscrits en déduction du service de la dette.



DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR PORTEFEUILLE⁽⁴⁾

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Juin			Avril à juin			
	2018 ⁽⁵⁾	2019	Variation (M\$)	2018-2019 ⁽⁵⁾	2019-2020	Variation (M\$)	Variation (%)
Éducation et Enseignement supérieur	2 060	2 110	50	6 127	6 314	187	3,1
Santé et Services sociaux	3 266	3 436	170	10 091	10 614	523	5,2
Autres portefeuilles ⁽⁶⁾	2 515	2 293	-222	7 612	8 133	521	6,8
Dépenses de portefeuilles	7 841	7 839	-2	23 830	25 061	1 231	5,2
Service de la dette	746	644	-102	2 240	1 957	-283	-12,6
TOTAL	8 587	8 483	-104	26 070	27 018	948	3,6

SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

Composition des surplus ou des besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus (besoins) financiers nets, quant à eux, mesurent l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, ainsi que par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs et les autres comptes. Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs.

Pour la période d'avril à juin 2019, les besoins financiers nets atteignent 2,1 milliards de dollars et s'expliquent par :

- le surplus de 1,5 milliard de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 820 millions de dollars pour les placements, prêts et avances, incluant la croissance de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement⁽⁷⁾ et un investissement de 283 millions de dollars en actions privilégiées de REM inc.;
- les besoins financiers de 147 millions de dollars pour les immobilisations du gouvernement en raison d'investissements de 1,2 milliard de dollars, en partie compensés par les dépenses d'amortissement de 1,1 milliard de dollars⁽⁷⁾;
- les surplus financiers de 735 millions de dollars liés aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui présentent un besoin en liquidités pour le versement des prestations aux employés de l'État de 1,5 milliard de dollars, lequel est inférieur à la dépense comptabilisée. Cette dépense est principalement constituée du coût des prestations acquises au cours de la carrière de ces employés, soit 625 millions de dollars, et des intérêts sur les obligations relatives à celles-ci de 1,6 milliard de dollars⁽⁷⁾;
- les besoins financiers de 3,4 milliards de dollars provenant des autres comptes, qui découlent notamment :
 - des remboursements de revenus fiscaux importants en début d'exercice à la suite du traitement des déclarations de revenus pour l'année qui s'est terminée le 31 décembre précédent,
 - des déboursés relatifs à des dépenses inscrites à la fin de 2018-2019, dont certaines mesures annoncées lors du budget de mars 2019,
 - du paiement, en juin 2019, d'intérêts courus sur la dette au 31 mars 2019.

SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril à juin	
	2018-2019	2019-2020
SURPLUS (DÉFICIT)⁽²⁾	1 746	1 518
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	-1 230	-820
Immobilisations	-25	-147
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	594	735
Autres comptes	-3 266	-3 388
Total des opérations non budgétaires	-3 927	-3 620
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	-2 181	-2 102

ANNEXE 1 : PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019-2020

(en millions de dollars)

	Budget de mars 2019 ⁽⁸⁾	Variation (%)
REVENUS CONSOLIDÉS		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	32 498	4,0
Cotisations pour les services de santé	6 596	2,9
Impôts des sociétés	8 516	-5,8
Impôt foncier scolaire	1 553	-17,3
Taxes à la consommation	21 864	3,4
Revenus fiscaux	71 027	1,9
Droits et permis	4 229	1,2
Revenus divers	10 680	-4,4
Autres revenus autonomes	14 909	-2,8
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	85 936	1,0
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	4 778	-5,8
Total des revenus autonomes	90 714	0,6
Transferts fédéraux	24 924	6,5
Total des revenus consolidés	115 638	1,8
DÉPENSES CONSOLIDÉES		
Éducation et Enseignement supérieur	-24 436	5,1
Santé et Services sociaux	-45 433	5,4
Autres portefeuilles ⁽⁶⁾	-34 169	4,5
Dépenses de portefeuilles	-104 038	5,0
Service de la dette	-8 996	1,1
Total des dépenses consolidées	-113 034	4,7
Provision pour éventualités	-100	—
SURPLUS (DÉFICIT)⁽²⁾	2 504	—
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE		
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-2 504	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	—	—

ANNEXE 2 : DÉPENSES PAR MISSION

Les dépenses gouvernementales sont ventilées dans cinq missions consacrées aux services publics. Cette ventilation des dépenses de l'État dans ses principaux champs d'activité est un indicateur stable dans le temps, car elle n'est généralement pas influencée par les remaniements ministériels. Par ailleurs, puisqu'elle est également utilisée dans les comptes publics, sa présentation dans le rapport mensuel des opérations financières permet de mieux suivre l'évolution des résultats réels au cours de l'année.

Les missions consacrées aux services publics sont :

- **Santé et services sociaux**, qui regroupe principalement les activités du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les programmes administrés par la Régie de l'assurance maladie du Québec;
- **Éducation et culture**, qui regroupe principalement les activités des réseaux d'enseignement, l'aide financière aux études, les programmes du secteur de la culture ainsi que les programmes liés à l'immigration;
- **Économie et environnement**, qui comprend notamment les programmes touchant le développement de l'économie, les mesures d'aide à l'emploi, les relations internationales, l'environnement et le soutien aux infrastructures;
- **Soutien aux personnes et aux familles**, qui comprend notamment les mesures d'aide financière de dernier recours et d'aide à la famille et aux aînés, ainsi que certaines mesures d'aide juridique;
- **Gouverne et justice**, qui regroupe les activités du pouvoir législatif, des organismes centraux et de la sécurité publique, ainsi que les programmes à caractère administratif.

DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR MISSION EXCLUANT LE SERVICE DE LA DETTE

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Juin		Avril à juin	
	2018 ⁽⁵⁾	2019	2018-2019 ⁽⁵⁾	2019-2020
Santé et services sociaux	3 228	3 329	9 852	10 350
Éducation et culture	2 169	2 215	6 305	6 550
Économie et environnement	1 076	900	3 304	3 282
Soutien aux personnes et aux familles	740	770	2 521	2 650
Gouverne et justice	628	625	1 848	2 229
TOTAL	7 841	7 839	23 830	25 061

ANNEXE 3 : APPLICATION MENSUELLE DE CONVENTIONS COMPTABLES

Depuis le 1^{er} avril 2019, le gouvernement intègre dans le rapport mensuel des opérations financières trois méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés du gouvernement. Ces modifications n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés du gouvernement.

Informations financières mensuelles des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

Les informations financières mensuelles des entités des réseaux sont maintenant consolidées, ligne à ligne, selon une méthodologie qui permet au gouvernement de refléter ou d'estimer les informations financières réelles des organismes des réseaux. Auparavant, elles étaient comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, à partir d'une information prévisionnelle répartie linéairement et ajustée en fin d'année financière.

Revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et cotisations pour les services de santé

Le gouvernement estime les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations pour les services de santé retenus à la source par les employeurs et les payeurs (mandataires) qui n'ont pas été encaissés par le gouvernement à la fin du mois. La nouvelle méthode d'estimation de ces sommes considère la rémunération gagnée par les contribuables au lieu de celle qui leur a été versée au cours du mois.

Application mensuelle de la norme comptable sur les paiements de transferts

Le gouvernement a revu son application mensuelle de la norme sur les paiements de transferts. Dorénavant, les paiements de transferts sont comptabilisés lorsqu'ils sont autorisés par l'entité cédante et que les critères d'admissibilité sont respectés par l'entité bénéficiaire. Auparavant, ces transferts étaient constatés linéairement ou en fonction des déboursés, selon l'entité. Cette modification comptable a une incidence sur les résultats du gouvernement uniquement lorsque les paiements de transferts sont réalisés à l'extérieur de son périmètre comptable.

Ces modifications ont été appliquées rétroactivement avec redressement des périodes précédentes, ce qui a eu pour effet la révision du surplus et du solde budgétaire du gouvernement de la période d'avril à juin 2018 de la façon présentée dans le tableau suivant.

MODIFICATIONS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS COMPARATIFS

(données non vérifiées, en millions de dollars)

	Avril à juin 2018			Total
	Informations financières des organismes des réseaux	Méthode d'estimation des revenus fiscaux perçus par les mandataires	Norme sur les paiements de transferts	
SURPLUS DÉJÀ ÉTABLI⁽²⁾				1 278
Revenus				
Revenus autonomes	1060	-42	—	1 018
Transferts fédéraux	43	—	—	43
Total des revenus	1 103	-42	—	1 061
Dépenses				
Dépenses de portefeuilles	-163	—	-357	-520
Service de la dette	-73	—	—	-73
Total des dépenses	-236	—	-357	-593
TOTAL DES RÉVISIONS	867	-42	-357	468
SURPLUS REDRESSÉ⁽²⁾				1 746
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations				-726
SOLDE BUDGÉTAIRE REDRESSÉ⁽³⁾				1 020

Par ailleurs, certaines données de la période d'avril à juin 2018 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la présentation adoptée en 2019-2020. Ces reclassements n'ont aucune incidence sur le surplus ni sur le solde budgétaire du gouvernement.

Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 13 à 18 du document [Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État](#).

Notes

- (1) Les conventions comptables du gouvernement peuvent être consultées aux pages 91 à 102 des [Comptes publics 2017-2018](#).
- (2) Il s'agit du solde au sens des comptes publics.
- (3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.
- (4) Les dépenses consolidées par mission sont présentées à l'annexe 2.
- (5) Certaines dépenses ont été reclassées entre les portefeuilles et entre les missions pour qu'elles tiennent compte du passage à la structure budgétaire 2019-2020.
- (6) Les autres portefeuilles incluent les éliminations interportefeuilles, qui résultent de l'élimination des opérations réciproques entre entités de différents portefeuilles.
- (7) Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) budgétaire du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
- (8) La présentation de l'information budgétaire du présent rapport mensuel est conforme à celle du cadre financier consolidé, tel que publié à la page A.22 du [Plan budgétaire du Québec – Mars 2019](#).

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, au 418 528-7382.

Le rapport est également publié sur le site Web du ministère des Finances : www.finances.gouv.qc.ca.